Carnets d’en-quête de la MSH SUD

N° 1 | 2026
Carnet d’en-quête 2025

Le défi de structuration du réseau francophone des Boutiques des Sciences

Nicole LELARGE *Étudiante*
MSH SUD, Trait d’Union
Université de Montpellier Paul-Valéry

Édition électronique :
URL :
https://carnets-en-quete.numerev.com/articles/revue-1/3423-le-defi-de-structuration-du-reseau-francophone-des-boutiques-des-sciences
Date de publication : 26/03/2026

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-SA** (Attribution - No commercial - Share alike).

Pour **citer cette publication** : LELARGE, N. (2026) Le défi de structuration du réseau francophone des Boutiques des Sciences. *Carnets d’en-quête de la MSH SUD*, (1). https://doi.org/10.34745/

Cet article analyse les défis et les perspectives de la structuration du réseau francophone des Boutiques des Sciences. À partir d'entretiens et d'analyses comparatives, il met en évidence la diversité des pratiques, le rôle central des relations institutionnelles et des parties prenantes, ainsi que les contraintes financières et organisationnelles qui freinent son développement. Les enjeux de gouvernance, de communication, de reconnaissance politique et de financement apparaissent comme déterminants pour sa pérennisation. Plusieurs pistes stratégiques sont proposées pour renforcer la coordination, la légitimité et l'impact du réseau.

Ce travail a bénéficié d'un soutien du projet Co//ectif financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie. Il a été réalisé dans le cadre de l'appui à la structuration du réseau francophone des boutiques des sciences. Cete mission a été conduite sous la supervision de Delphine Laurant, coordinatrice du dispositif Trait d'Union et de Glen Millot, coordinateur au sein de l'association Sciences Citoyennes. Elle a fait l'objet d'une restitution publique via un webinaire organisé pour les membres du réseau des boutiques des sciences. Le réseau s'appuie aujourd'hui sur les résultats pour continuer son travail de structuration actuellement en cours.

This article analyzes the challenges and prospects for structuring the French-speaking network of science shops. Based on interviews and comparative analyses, it highlights the diversity of practices, the central role of institutional relations and stakeholders, as well as the financial and organizational constraints that hinder its development. Issues of governance, communication, political recognition, and funding appear to be decisive for its sustainability. Several strategic avenues are proposed to strengthen the coordination, legitimacy, and impact of the network.

This work was supported by the Co//ectif project funded by the Agence Universitaire de la Francophonie. It was carried out as part of the support for the structuring of the French-speaking network of science shops. This mission was conducted under the supervision of Delphine Laurant, coordinator of the Trait d'Union program, and Glen Millot, coordinator within the Sciences Citoyennes association. It was presented to the public via a webinar organized for members of the science shop network. The network is now using the results to continue its ongoing structuring work.

Mots-clés :
Recherche participative, Sciences participatives, Boutiques des sciences, Réseau francophone, Intermédiation scientifique, Science shops, French network, Participatory research, Scientific intermediation, Citizen science

Introduction

Existant depuis plusieurs années, le réseau francophone des Boutiques des Sciences rencontre des difficultés de structuration. Ainsi, le principal questionnement qui a été soulevé est celui de savoir comment structurer durablement un réseau francophone de Boutiques des Sciences en dépit de son caractère informel et de ses ressources limitées. Le déroulement du stage vise à identifier et à mobiliser des outils permettant de surmonter les contraintes organisationnelles du réseau.

Dans cette perspective, plusieurs objectifs ont été définis pour amorcer le travail. Le premier a consisté à recenser les informations disponibles en ligne (site web et autres ressources) sur l'ensemble des Boutiques des Sciences existantes. Le deuxième a porté sur la mise en place de certains outils pour développer et alimenter les ressources en ligne, notamment le site web du réseau. Par ailleurs, les objectifs se sont également concentrés sur le renforcement de la communication, les échanges entre les membres et l'accompagnement de ces derniers afin de structurer et repenser le réseau.

La méthode mise en œuvre s'est articulée autour de la création de différents outils d'analyse et de prospection. Cela inclut notamment la réalisation de tableaux pour recenser les sites web, afin d'identifier les éléments manquants ou, au contraire, de mettre en valeur certains points forts ; la création d'une nouvelle rubrique sur le site du réseau, de type Toolbox (boîte à outils), regroupant des mots-clés et des liens pertinents contenant des informations utiles ; l'élaboration d'indices à explorer et d'obstacles à surmonter ; la réalisation d'études de cas comparatives (entre réseaux internationaux et entre Boutiques des Sciences) pour mieux comprendre les contextes historiques, culturels et sociaux ; et enfin, l'étape la plus représentative : la conduite d'entretiens auprès de différents membres du réseau faisant partie des Boutiques des Sciences.

Cette méthode s'est conclue par une analyse logicielle (via Qualcoder) des entretiens, afin de disposer de données qualitatives. Ces données ont été codées par thèmes pour faire émerger les récurrences, les points de vue et les structures discursives sous-jacentes.
Les analyses se sont organisées autour de cinq grands axes d'étude : la typologie des

Boutiques des Sciences, les parties prenantes, la recherche participative, la pérennisation et structuration du réseau et enfin les stratégies de développement pour l'avenir du réseau.

Typologie des Boutiques des Sciences

L'une des caractéristiques les plus marquantes des Boutiques des Sciences est leur diversité ; elles ont toutes des façons de fonctionner différentes, des histoires et des buts propres. Ainsi la variété même de la définition et du but des Boutiques de Sciences est importante à relever. Les membres proposent plusieurs définitions des Boutiques des Sciences qui reflètent une diversité de points de vue. Elles sont perçues comme des espaces d'intermédiation favorisant la recherche collaborative et interdisciplinaire, articulant des acteurs académiques et non académiques, traduisant les besoins sociaux et soutenant le dialogue, la production de savoirs ouverts et la collaboration entre les chercheurs, les étudiants et les parties prenantes. Cette diversité doit être non seulement comprise mais doit servir pour apprendre entre les Boutiques de Sciences.

Il est aussi important de mettre en avant les conditions de visibilité des BdS. Le constat est le manque de visibilité pour certaines et la limite si cette dernière est trop importante. Au Nord (France, Belgique, Canada et Suisse), la plupart des Boutiques de Sciences ont une capacité plus importante à se rendre visible et à gérer des projets en nombre. Elles ont des moyens de communication, des appels à manifestation d'intérêt et une forte présence au niveau du réseau. Elles sont souvent sollicitées et ont une bonne relation avec les Institutions publiques. A contrario, au Sud (Afrique et Caraïbes), les Boutiques des Sciences sont méconnues par les Institutions, connaissent un déficit en communication et se tiennent à flots grâce aux appuis privés et aux étudiants. La sphère publique a une méfiance envers le dispositif, non acceptée par les universités. Ainsi, elles optent, de manière assertive, à recueillir des demandes sur le terrain.

En outre, il est possible d'affirmer qu'il existe un manque de ressources humaines au Nord comme au Sud : dans ce cas l'analyse veut s'interroger sur combien de personnes travaillent au sein des BdS et quels sont les profils de personnes qui en font partie. Au Nord, une minorité BdS ont une organisation solide avec une équipe diverse (étudiants, chercheurs, collectivités, associations). Parfois un comité de pilotage et un comité scientifique pour assurer la qualité des projets. Des alternants, des stagiaires ambassadeurs, parfois un comité science-société renforcent l'ancrage local. Au Sud, les BdS manquent de soutien institutionnel (les universités sont parfois opposées à cette ouverture, par exemple du fait de la méconnaissance du dispositif). Elles fonctionnent grâce à une personne chargée, des volontaires et des partenariats externes (entreprises), tout en restant fragile.

L'analyse des dix-huit entretiens réalisés montre clairement que la relation avec les institutions, en particulier les universités, est un facteur déterminant pour le

développement des Boutiques des Sciences. Cette relation se décline en quatre grandes dimensions : la légitimité, les ressources, l'adaptabilité et le financement.

Sur le plan de la légitimité, le rattachement à une université est perçu comme un véritable levier de crédibilité, notamment pour des projets à visée scientifique et citoyenne. L'intégration dans une institution publique constitue un atout stratégique pour mobiliser des partenaires externes, renforcer la reconnaissance sociale et crédibiliser le dispositif. En revanche, certaines tensions sont soulevées : l'absence de cadre institutionnel peut affaiblir la légitimité des initiatives, tandis que le cloisonnement académique est parfois cité comme un frein à l'ouverture vers la société civile, malgré une réelle volonté d'inclusion. De plus, dans certains contextes très politisés, notamment dans les Boutiques des Sciences situées dans les pays du Sud, cette légitimité peut être mise à mal ou vidée de sa substance, ce qui complexifie la reconnaissance et la coopération.

En ce qui concerne les ressources, les universités offrent un accès privilégié à des ressources humaines et intellectuelles importantes : chercheurs, compétences spécialisées, réseaux disciplinaires et espaces de coopération scientifique. Cela favorise une dynamique collaborative solide. Toutefois, des limites existent. Dans plusieurs contextes, notamment au Sud, certaines ressources restent sous-exploitées ou mal réparties, en raison de contraintes structurelles comme le manque d'infrastructures, la bureaucratie ou une gestion inégale. De plus, l'environnement universitaire peut parfois créer une forme d'entre-soi, notamment chez les chercheurs, qui limite l'ouverture à d'autres types de savoirs ou d'acteurs.

Sur le plan de l'adaptabilité, le statut universitaire offre généralement une grande liberté académique pour expérimenter, tester de nouvelles approches et innover dans les manières de faire. Le cadre institutionnel est souvent assez souple, avec peu de contraintes directes. Néanmoins, plusieurs entretiens soulignent que l'université reste parfois mal adaptée aux enjeux contemporains, en particulier en matière d'interdisciplinarité ou de collaboration avec la société civile. Dans certains contextes, la lourdeur administrative ou la politisation ralentit la réactivité nécessaire à la mise en œuvre des projets, et les règles internes, lorsqu'elles sont trop rigides ou floues, deviennent un frein à l'agilité.
Le financement apparaît comme une dimension cruciale. Le soutien financier initial de l'université est souvent déterminant pour lancer des projets, tout en laissant une marge d'autonomie. Cependant, les budgets universitaires sont très limités, et pas seulement dans les pays du Sud, et la concurrence entre différentes priorités institutionnelles influence directement la faisabilité et la continuité des actions.

Au-delà de la question typologique, les Boutiques des Sciences font face à une série d'enjeux structurels et opérationnels qui influencent directement leur développement et leur pérennité. Un premier enjeu réside dans le manque de compréhension externe : leurs mécanismes et leur fonctionnement sont encore mal connus des acteurs extérieurs, ce qui complique leur reconnaissance et leur intégration dans les

écosystèmes scientifiques et sociaux. À cela s'ajoute la question des ressources limitées, en particulier financières, qui freine leur capacité d'action et leur stabilité sur le long terme. Un autre point important concerne la faible intermédiation scientifique : les BdS sont parfois contraintes par les logiques de labellisation institutionnelle, ce qui nuit à leur autonomie, et elles manquent souvent de dispositifs solides pour faire le lien entre science et société. Par ailleurs, on observe une faible capitalisation post-projet : les résultats obtenus ne sont pas toujours consolidés ou valorisés, limitant ainsi les apprentissages collectifs et l'impact durable des actions. Des tensions entre les chercheurs et les demandes sociales apparaissent également, que ce soit par manque de disponibilité ou par réticence à s'engager sur certains sujets proposés par les communautés.

Cette situation contribue à une soutenabilité fragile : turnover important, changements de gouvernance fréquents et manque de structuration à long terme rendent difficile la continuité des activités. De plus, les cadres temporels souvent inadaptés, notamment des délais trop courts pour mener des recherches participatives approfondies, compliquent l'alignement des attentes entre chercheurs et acteurs de la société civile. Le contexte particulier des pays du Sud introduit des défis supplémentaires liés à l'instabilité locale, à la préférence pour des interactions directes avec les communautés plutôt que via des associations, ainsi qu'à la nécessité d'une approche pluridisciplinaire pour répondre aux
réalités locales.

Parties prenantes impliquées dans le fonctionnement des BdS

L'analyse réalisée montre la grande diversité des parties prenantes impliquées dans les Boutiques des Sciences, structurée autour de cinq grandes catégories. Les institutions publiques occupent une place centrale : les collectivités territoriales, les services publics, les institutions de la santé ou les partenaires spécifiques apportent de la visibilité, du financement, de l'appui logistique et du poids politique, jouant ainsi un rôle clé dans la mise en œuvre des projets. Les associations, très variées, contribuent à identifier les besoins sociaux et à travailler sur des causes spécifiques ; les grandes structures comme la Croix-Rouge interviennent souvent, tandis que les plus petites ou thématiques (féministes, communautaires, syndicats) sont mobilisées plus ponctuellement. Les chercheurs supervisent la production et assurent la validation scientifique, renforcent la crédibilité des actions et accompagnent les projets sur le plan méthodologique. Les étudiants s'impliquent à travers des mémoires, des stages ou des formations, participant à la fois à leur propre apprentissage et à l'ancrage territorial des démarches participatives. Les communautés locales jouent souvent un rôle moteur, surtout dans les pays du Sud, où les projets émergent directement de dynamiques locales et permettent d'atteindre des publics spécifiques, parfois vulnérables. Enfin, bien que moins systématiques, des partenariats avec le secteur privé (fondations,

acteurs non lucratifs ou collaborations ponctuelles) offrent un soutien complémentaire, notamment financier ou technique.

Ces parties prenantes permettant aussi de possibles financements. Cet aspect demeure un enjeu central et souvent problématique pour les Boutiques des Sciences. La majorité des ressources provient de financements publics (ANR, ADEME, métropoles), perçus comme légitimes pour soutenir l'intérêt général. Néanmoins, leur obtention est freinée par des démarches longues et complexes, une instabilité sur la durée et une forte dépendance aux dispositifs de labellisation, qui fragilise les BdS lorsque les critères évoluent. Des partenariats privés, principalement avec des fondations ou des acteurs de l'économie sociale et solidaire, sont envisagés à condition que les valeurs soient partagées et les contreparties clairement définies. Les donations restent encore très marginales mais représentent une piste complémentaire. Par ailleurs, la diversification via le cofinancement des projets apparaît comme une stratégie prometteuse, en s'inspirant notamment d'exemples étrangers où les financements publics et privés se combinent. L'exploration de nouveaux segments économiques et de modèles hybrides pourrait renforcer la stabilité financière du réseau à long terme.

L'univers de la recherche participative

Le développement de la recherche participative constitue un axe central pour les Boutiques des Sciences. Interrogés sur leur propre définition de cette approche, les membres soulignent plusieurs dimensions clés et une grande variété de perspectives[1].
Ils insistent d'abord sur l'implication active de partenaires ou de co-chercheurs issus de milieux non académiques, tels que des associations, des communautés ou des acteurs de terrain, qui participent pleinement au processus de recherche et ne sont pas juste consultés. La recherche participative repose sur une logique ascendante : les thématiques émergent des besoins et des attentes du terrain, les questions étant formulées par les collectifs puis transmises aux chercheurs.
Elle se distingue ainsi de la science participative par une plus grande souplesse et une implication à toutes les étapes, depuis la définition des enjeux jusqu'à l'analyse et la diffusion des résultats. Cette approche repose sur la co-construction et la parité des savoirs, en valorisant à la fois les connaissances scientifiques et celles issues de l'expérience. Elle se définit aussi par sa finalité sociale : il s'agit d'une recherche faite pour et avec la communauté, visant une utilité directe, un impact concret et une inscription à la fois locale, nationale et internationale. La démarche favorise l'expérimentation et l'apprentissage collectif, en laissant une place importante à l'adaptation et à l'évolution des pratiques tout au long du processus.

Pérennisation et structuration du réseau francophone des Boutiques des Sciences

La pérennisation et la structuration du réseau des Boutiques des Sciences (BdS) représentent aujourd'hui des enjeux majeurs pour assurer sa continuité et sa cohérence. L'analyse met en évidence cinq grandes catégories de difficultés : structuration, financement, ressources humaines, communication et tensions internes. L'absence d'identité juridique complique les démarches administratives et financières, tandis que la perception d'un réseau trop centré sur la France limite la participation des BdS du Sud. Le manque de financements pérennes, la dépendance aux appels à projets et la difficulté à obtenir des soutiens universitaires fragilisent le développement des activités. À cela s'ajoutent des difficultés organisationnelles (manque de temps, turnover fréquent), ainsi que des problèmes de communication et de valorisation, en particulier pour rendre les résultats accessibles aux communautés locales. Certaines collaborations génèrent des tensions politiques ou des risques d'instrumentalisation, rendant ainsi le réseau encore plus fragile.

Face à ces constats, les membres expriment des attentes claires pour renforcer la cohésion et la dynamique collective. Ils souhaitent développer des projets communs, encourager le partage d'expériences et stimuler les échanges interdisciplinaires entre chercheurs, étudiants et acteurs de terrain. L'amélioration des conditions d'adhésion et la capitalisation des savoirs produits sont considérées comme essentielles. Le développement d'outils de communication efficaces, tels qu'un site internet commun à jour ou des plateformes adaptées aux usages du Sud, est également prioritaire. Qui plus est, l'actualisation de la charte partagée et d'un langage commun souple permettrait de renforcer la légitimité du réseau tout en respectant la diversité des contextes, notamment entre le Nord et le Sud.

Stratégies de développement pour l'avenir du réseau

Les stratégies de développement proposées par les membres des Boutiques des Sciences (BdS) reposent sur une meilleure structuration interne et un ancrage renforcé dans les dynamiques locales et internationales. Les pratiques existantes témoignent d'une grande diversité de modes de fonctionnement, allant du "matchmaking" entre étudiants et partenaires, à l'organisation d'ateliers participatifs ou à l'usage d'appels à manifestation d'intérêt (AMI) pour identifier des projets. Certaines BdS explorent des voies d'autonomisation financière, par exemple via des partenariats avec certaines entreprises dans une logique de responsabilité sociale, ou en développant des pratiques alternatives répondant directement aux besoins locaux.

Pour renforcer le réseau, plusieurs pistes sont avancées : définir une vision commune fondée sur l'intérêt général, l'éthique et la co-construction des savoirs, financer des postes permanents ou d'animation pour assurer la continuité, et mettre en place des comités de soutien pour accueillir de nouvelles BdS. Le renforcement des liens externes (avec les associations, collectivités, entreprises ou dispositifs locaux) est également prioritaire, tout comme la recherche d'une reconnaissance politique et institutionnelle accrue. La mise en place d'une gouvernance collaborative, transparente et participative apparaît comme une étape clé. Cette gouvernance s'appuierait sur différents comités (stratégique, pilotage, facilitateur, groupes thématiques) pour partager les responsabilités et fixer les orientations collectives, assurant ainsi une structuration pérenne et une coordination efficace du réseau.

Conclusion

Si le réseau francophone des Boutiques des Sciences veut réellement gagner en cohérence et en visibilité, il doit franchir une nouvelle étape dans sa structuration. Le fait de mettre en place une gouvernance collaborative avec un COPIL me semble essentiel pour clarifier les rôles et prendre des décisions collectives solides. J'estime qu'il faut également oser repenser certains fondements, tels que le nom, un possible lexique commun ou la modification de la charte, pour mieux refléter la diversité des pratiques.

Au niveau opérationnel, les liens internes se verraient renforcés grâce à la mise en place d'une rotation dans l'animation, de la création d'un poste dédié à la communication et de l'organisation d'un temps d'échange annuel en présentiel. Finalement, il conviendrait de doter le réseau d'un statut juridique, formaliser les adhésions et explorer de nouveaux financements afin de le consolider durablement et de mieux affirmer sa place dans le domaine de la recherche participative.

Bibliographie

Accompagner la recherche participative : le dispositif « tiers-veilleur », Auteur(s) : Claire Brossaud, Cyril Fiorini, Date de publication : 10 nov. 2022. https://www-techniques-ingenieur-fr.ezpum.scdi-montpellier.fr/base-documentaire/innovation-th10/sciences-techniques-et-societe-42697210/accompagner-la-recherche-participative-le-dispositif-tiers-veilleur-ag123/

Animafac. Site étudiants. https://lequartier.animafac.net/fiches-pratiques/la-boutique-de-sciences/

Anginot, R., Belaën, F., Chauveau, H., Fiorini, C., Mary, J., et al. (2022). Le renouveau des

Boutiques des Sciences en pratiques et en question : focus sur deux dispositifs territorialisés à l'interface Sciences-Société. *Technologie et Innovations*, 7 (Sciences en société partagées). https://hal.science/hal-04635692v1/document

Annoot, E. (2012).La responsabilité sociale des universités en France : un concept en émergence ?, *Éducation et socialisation*, 31. https://doi.org/10.4000/edso.812

Aubouin, N. (2018). Dynamiques organisationnelles, modes de gestion et institutionnalisation de différents tiers-lieux culturels. *L'Observatoire*, 52(2), 39-42. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/lobs.052.0039

Aubouin, N., & Le Chaffotec, A. (2017). L'espace comme instrument de l'innovation publique : le cas des open labs dans les institutions publiques de la santé et de la culture. *Politiques & management public*, 34(3), 207-229. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3166/pmp.34.2017.0013

AUF. Développement d'un réseau francophone Boutiques Sciences. https://www.auf.org/nos-actions/toutes-nos-actions/developpement-dun-reseau-francophone-boutiques-sciences/

Barré, R. (2020). Pour une recherche scientifique responsable. *Natures Sciences Sociétés*, 28(1), 45-50. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.1051/nss/2020022

Bi Vagbé Gethème Irie. (2021). *Boutique des Sciences et mise en saillance de résistances épistémiques. Une approche à partir de la parcelle SICOR à Grand-Lahou / Côte d'Ivoire*. Éditions science et bien commun. https://hal.science/hal-00916565/document

Bocquet, B. (2013). Les boutiques de sciences comme outils pour les sciences en société. *Les Nouvelles d'Archimède*, 62.

Bocquet, B. (2015). Sciences, Societies, Cultures and Their Evolutions. In R. Pisano (Ed.), *A bridge between Conceptual frameworks, Sciences, Society and Technology Studies*. Springer.

Bocquet, B. (2014). Loi Enseignement Supérieur et Recherche 2014 : une chance pour les sciences participatives ?, *Les Nouvelles d'Archimède*, 65, 22-23.

Bocquet, B., & Legris, M. (s. d.). Quand chercheurs et citoyens coopèrent. *The Conversation* https://theconversation.com/quand-chercheurs-et-citoyens-cooperent-109892

Bost, S. (2022). Rapport d'activités Trait d'Union 2022. MSH SUD, 19 p. https://cnrs.hal.science/hal-04659178/document

Callon, M., Lascoumes, P., & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Le Seuil.

Castagneyrol, B. (s. d.). Les sciences participatives, un outil pédagogique à développer. *The Conversation*. https://theconversation.com/les-sciences-participatives-un-outil-pedagogique-a-developper-169183

Chauveau, H., & Goyet, G. (2021). *La Boutique des Sciences de l'Université de Lyon Quelle reliance possible entre acteurs associatifs ruraux et Université ?* Pour, 239(1), 257-272 https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_01502564/document

Charpak, Y. (2012). Sciences, société et partage de l'expertise : un sujet européen ?, *Santé Publique*, 24(1), 75-80. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/spub.121.0075

Commission européenne. (2003). *Les boutiques de sciences. La connaissance au service de la communauté*. EUR 20877.

Commission européenne. (2004). Une science de proximité ? *RDT Info*, 43, 33-35.

Consider Project.Guidelines. https://www.consider-project.eu/guidelines

Cornu, P., & Flipo, F. (2014). L'interdisciplinarité, carton fragile dans le grand réaménagement de la gouvernance académique française. *Natures Sciences Sociétés*, 22(2), 83-84. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.1051/nss/2014031

Crettaz von Roten, F., & Moeschler, O. (2010). Les relations entre les scientifiques et la société. *Sociologie*, 1(1), 45-60. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/socio.001.0045

Dangles, O., Charvis, P., Cury, P., & Verdier, V. (s. d.). Et si on cherchait autrement ? Plaidoyer pour une science de la durabilité. *The Conversation*. https://theconversation.com/et-si-on-cherchait-autrement-plaidoyer-pour-une-science-de-la-durabilite-139586

David, B. (s. d.). La science ouverte : refaire circuler le savoir librement. *The Conversation* https://theconversation.com/la-science-ouverte-refaire-circuler-le-savoir-librement-133408

Demange, E., Henry, E., & Préau, M. (2012). *De la recherche en collaboration communautaire. Un guide méthodologique*. Paris : ANRS/Coalition Plus.

https://boutiquedessciences.universite-lyon.fr/medias/fichier/de-la-recherche-en-collaboration-a-la-recherche-communautaire_1551172656544-pdf

Domènech, M. (2017). Démocratiser la science. Un défi toujours d'actualité. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(2), 125-132. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/rac.035.0125

Fiorini, C. (2018). Recherches participatives : état des lieux, méthodes et processus. In A. Delarge & I. Roussel (dir.), *Le Musée participatif*. La Documentation française. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/ldf.delar.2018.01.0055

Fondation Travail-Université. (2003). *Le retour des Boutiques de sciences*. La Lettre EMERIT, 37.

Glen Millot. *Boutique des sciences, La recherche à la rencontre de la demande sociale*. https://docs.eclm.fr/pdf_livre/401BoutiquesDesSciences.pdf

Glen Millot & Nicola Buckley. (2013). *Guide to organizing scenario workshops to develop partnerships between researchers and civil society organisations*. Projet PERARES, 7 PCRDT.

Joumard, R. (2011). *La Boutique de sciences de Lyon : 1981-1992*. Science & société, Villeurbanne. https://hal.science/hal-00916565/document

Las Vergnas, O. (2011). L'institutionnalisation de la « culture scientifique et technique », un fait social français (1970 – 2010). *Savoirs*, 27(3), 9-60. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/savo.027.0009

Le Crosnier, H., Neubauer, C., & Storup, B. (2013). Sciences participatives ou ingénierie sociale : quand amateurs et chercheurs co-produisent les savoirs. *Hermès, La Revue*, 67(3), 68-74. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.4267/2042/51888

Leclerc, O., Hounwanou, S., & Tessy, D. R. (2017). *Créer une boutique des sciences au Bénin. In Savants, artistes, citoyens : tous créateurs ?* https://shs.hal.science/halshs-03744478/document

Lefebvre, B., Savoia, A., & Bocquet, B. (2019). Perception et émergence d'une Boutique des sciences dans la région des Hauts-de-France. *Natures Sciences Sociétés*, 27(3), 342-349 https://shs-cairn-info.ezpupv.scdi-montpellier.fr/revue-pour-2021-1-page-257

Legris, M., Becker, F. (2023). Science shop. In T. Schmol (dir.), *Handbook Transdisciplinary Learning*, Berlin, Transcript, 329-337.

Legris, M., Contamin, J.-G., & Spruyt, E. (2017). La participation de la société civile à la recherche en matière d'environnement : les citoyens face au double cens caché participatif. *Nature, Science, Société*, 25(4), 381-392.

Lhoste, É. (2020). Les tiers-lieux peuvent-ils ouvrir la recherche à la société civile ? *Cahiers de l'action*, 55(1), 13-19. https://hal.inrae.fr/hal-03321132/document

Lhoste, É., & Barbier, M. (2016). FabLabs L'institutionnalisation de Tiers-Lieux du « soft hacking ». *Revue d'anthropologie des connaissances*, 10(1), 43-69. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/rac.030.0043

Librairie, C. C. (2010). Plaidoyer pour réconcilier les sciences et la culture - Claudie Haigneré. Éditions du Pommier. https://pro.librairiecharlemagne.com/livre/1783305-plaidoyer

Loet Leydesdorff & Janelle Ward. (2005). Science shops: A kaleidoscope of science-society collaborations in Europe. *Public Understanding of Science*, 11(4), 353-372.

Meyer, M. (2010). Les courtiers du savoir, nouveaux intermédiaires de la science. *Hermès, La Revue*, 57(2), 165-171. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.4267/2042/38655

Piron, F. (2009). Les boutiques de sciences. In L. Pion & F. Piron (dir.), *Aux sciences, citoyens !*, Presses de l'Université de Montréal. https://frama.link/biblioFP

Pessis, C., & Aguiton, S. A. (2015). Entre occultation volontaire et régulation publique : les petites morts de la critique radicale des sciences. *Écologie & Politique*, 51(2), 93-105. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/ecopo.051.0093

46. Quéré, A. L., & Wade, T. K. (s. d.). La recherche participative au Sénégal. *The Conversation*. https://theconversation.com/la-recherche-participative-au-senegal-une-bonne-recette-pour-booster-lagriculture-124828

Quiet, M. (2009). Académisation du discours critique sur les sciences dans les années 1970-1980. In *Acteurs et contextes des discours universitaires*. L'Harmattan, 197-208.

Rapport d'activité de la boutique des sciences de Lille (2023). https://rechercheparticipative.univ-lille.fr/fileadmin/user_upload/RechercheParticipative/RapportActiviteBdS2023.pdf

Rhugenda, S., & Alladatin, J. (2019). La « science ouverte » comme outil d'Empowerment. Évaluation du projet SOHA. *Sciences & Actions Sociales*, 11(1), 156-184. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/sas.011.0156

Roucayrol, A. (2018). Les sciences participatives. *La Pensée*, 396(4), 58-70. https://doi-org.ezpupv.scdi-montpellier.fr/10.3917/lp.396.0058

Savoia, A., Lefebvre, B., Millot, G., & Bocquet, B. (2017). The science shop concept and its implementation in a French University. *Journal of Innovation Economics & Management*, 22(1).

Savoia, A., Lefebvre, B., Millot, G., Fitamant, L., Baldarrago, J.-L., & Bocquet, B. (2015). *L'atelier des sciences partagées. Boutiques des Sciences de la région du Nord-Pas de Calais.* Rapport de l'étude de préfiguration.

Schlierf, K. (2010). *Community-based research and the democratization of science and technology*. Doctoral thesis, Universitat Politécnica de Valencia.

Sciences citoyennes. (2004). C. Neubauer (coord.), *L'expertise et la recherche associative et citoyenne en France*.

Sciences citoyennes. (2004). C. Bonneuil, J.-P. Gaudillière & J. Testart (coord.), *Quelle politique scientifique pour entrer dans le 21e siècle ?* Note n° 2.

Sciences citoyennes. (2009). E. Gall, G. Millot & C. Neubauer. *Participatory of Civil Society organisations in research*. Rapport STACS.

Sciences citoyennes.(2013). B. Storup (coord.), *La recherche participative comme mode de production de savoirs.*

Sciences citoyennes. *An introduction to the concept of science shops and to the Science Shop at the Technical University of Denmark.* https://sciencescitoyennes.org/an-introduction-to-the-concept-of-science-shops

Sciences citoyennes. *L'association*. https://sciencescitoyennes.org

Stewart, J., & Havelange, V. (1989). *Les boutiques des sciences en France. Un bilan*. Alliage, 1. https://hal.science/hal-03376759v1/file/Alliage%201.18.pdf

Tancoigne, E. (s. d.). Quoi de neuf dans le vaste monde du bénévolat scientifique ?, *The Conversation*. https://theconversation.com/quoi-de-neuf-dans-le-vaste-monde-du-benevolat-scientifique-99611

Webinaires divers (Boutique des sciences Tunis, IPT, Trait d'Union, etc., 2021–2024)

Webinaire du 15/07/25 : *Structuration du réseau francophone des Boutiques des Sciences* https://www.youtube.com/watch?v=QwWSGIGZX8w

Site Boutique des sciences https://boutiquedessciences.net/

Notes de bas de page

[1] L’article présente quelques définitions issues des entretiens, illustrant la diversité des perceptions des Boutiques des Sciences. Ces éléments ont une valeur illustrative et ne prétendent pas à la représentativité statistique.